



VILLE DE COMBOURG
(Ile et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille dix, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
27 Octobre 2010, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général
des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	6
Nombre de Conseillers présents	:	22
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	21 Octobre 2010
Date d'affichage du compte-rendu	:	29 Octobre 2010

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

Absents excusés : Mme Marylène QUEVERT, Mme Pierrette HUET, Mme Joëlle COLLIN, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, M. Johan THEURET,

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : Mme QUEVERT à Mme DAUCE ; Mme HUET à Mme GINGAT ; Mme COLLIN à M. LE BESCO ; Mme CHAMPAGNAY à M. BADIGNON ; Mme TREMORIN à Mme GIROUX ; M. THEURET à Mme BEAUDOUIN

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Madame Isabelle MOREL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 10-138) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 10-139) Administration électronique – Dématérialisation du contrôle de légalité
- 10-140) Travaux de restructuration de l'école élémentaire – Avenants
- 10-141) Travaux de restructuration de l'école élémentaire – Décision modificative
- 10-142) Travaux de restructuration de l'école élémentaire - Réajustement autorisation de programme
- 10-143) Travaux de la Maison de l'Enfance – Encaissement des chèques de dossier de consultation des entreprises (DCE)
- 10-144) Receveur Municipal – Indemnité de conseil
- 10-145) Clinique Saint Joseph – Bail à construction
- 10-146) Participation communale pour la création d'un emploi d'animateur commercial – Modification
- 10-147) Dénomination de commune touristique – Demande de classement
- 10-148) Institution d'une taxe de séjour
- 10-149) Columbarium – Tarifs 2011
- 10-150) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

10-138) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Isabelle MOREL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 28 Septembre 2010 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

10-139) ADMINISTRATION ÉLECTRONIQUE – DÉMATÉRIALISATION DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n°10-64 en date du 26 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé le principe de mise en place par la commune de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et la convention avec la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Il était prévu que, dans un premier temps, la commune ne transmettrait par voie électronique que les délibérations du Conseil Municipal ou les décisions prises par délégation du Conseil en application de l'article L 2122-22, et que des avenants à la convention seraient passés ensuite pour revoir la liste des actes que la Commune pourra télétransmettre.

Les services de la Préfecture ont indiqué récemment que la mise en place progressive de ce dispositif n'était plus possible et que l'ensemble des actes télé-transmissibles figurant à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales doivent être télétransmis. Il s'agit :

- des délibérations du Conseil Municipal ou les décisions prises par délégation du Conseil en application de l'article L 2122-22 ;
- des décisions réglementaires et individuelles prises par le maire dans l'exercice de son pouvoir de police ;
- des actes à caractère réglementaire pris par les autorités communales dans tous les autres domaines qui relèvent de leur compétence en application de la loi (à l'exception des actes de commande publique, des actes budgétaires et des actes d'urbanisme) ;
- des décisions individuelles relatives au recrutement et à la carrière des agents.

En conséquence, le projet de convention a été revu pour intégrer cette modification.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'approuver la nouvelle convention ci-jointe avec la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- d'autoriser le maire à signer cette convention ainsi que toutes les pièces s'y rapportant et nécessaires à la mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE cette nouvelle convention entre la Préfecture et la Commune et AUTORISE le Maire à la signer ainsi que tous les documents s'y rapportant et nécessaires à la mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

10-140) TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE – AVENANTS

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de « Restructuration de l'école élémentaire », marché à procédure adaptée, l'entreprise MARIOTTE (lot n° 8) de Guichen (35) a présenté un avenant en plus-value et un avenant en moins value.

Il est rappelé que par délibération n° 10-77 du 26 mai 2010, le conseil municipal a accepté les avenants 1 et 2 de l'entreprise MARIOTTE

Après les avenants 1 et 2, le montant du marché initial de l'entreprise MARIOTTE de 28 942.67 € H.T. est porté à la somme de **28 794.25 € H.T.**

Et par délibération n° 10-107 du 27 juillet 2010, le conseil municipal a accepté l'avenant n° 3 de l'entreprise MARIOTTE.

Après les avenants 1,2 et 3 le montant du marché initial de l'entreprise MARIOTTE de 28 942.67 € H.T. est porté à la somme de **29 162.92 € H.T.**

Lors du marché passé avec l'entreprise MARIOTTE, l'option linoléum avait été retenue. Suite à des difficultés techniques rencontrées lors de la pose du linoléum (des reliefs apparaissaient au droit des raccords), l'entreprise propose de le remplacer par un sol PVC comme prévu initialement dans le marché de base et propose les avenants n° 4 et n° 5 détaillés ci-dessous.

ENTREPRISE TITULAIRE	N°	MONTANT DU MARCHE H.T.	DESCRIPTION TRAVAUX	MONTANT PLUS VALUE H.T.	MONTANT MOINS VALUE H.T.
EAR MARIOTTE (revêtements sols) LOT N°8	4	28 942.67 €	Suppression du sol en linoléum		-13 049.66
EAR MARIOTTE (revêtements sols) LOT N°8 EAR MARIOTTE	5	28 942.67 €	Pose d'un sol PVC	+14 510.21 €	

Le montant du marché de l'entreprise **MARIOTTE** après les avenants 1 ,2 ,3, 4 et 5 est porté à la somme de **30 623.47 € H.T.** représentant un écart par rapport au marché initial de plus **1 680.80 € H.T.**

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, s'agissant d'avenants en plus et moins value supérieurs à

5 %, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer les avenants 4 et 5 de l'entreprise MARIOTTE.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer les avenants à intervenir.

10-141) TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE – DECISION MODIFICATIVE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que l'opération « restructuration de l'école élémentaire » arrivant à son terme, il convient d'ajuster les crédits affectés à cette opération, compte tenu des dépassements de crédits dus aux avenants et à l'actualisation du marché de travaux.

Elle propose donc au Conseil Municipal de prendre la décision modificative suivante :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT-

OPERATION : RESTRUCTURATION ECOLE ELEMENTAIRE

Article/opération/fonction	Intitulé	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
2313- 604 -212	Restructuration école élémentaire		7 000.00 €
2188- 605 -251	Four restauration scolaire	7 000.00 €	
TOTAL		0.00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-142) TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE - REAJUSTEMENT AUTORISATION DE PROGRAMME

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 09-145 du 28 septembre 2009, le Conseil Municipal a inscrit une autorisation de programme pour l'opération « Travaux de Restructuration de l'Ecole Elémentaire » pour un montant de 700 000 € T.T.C. Cette autorisation de programme concernait les années 2009 et 2010.

Imputation budgétaire	Crédits paiement (TTC)		
	2009	2010	TOTAL
2313 (opération 604)	300 000,00 €	400 000,00 €	700 000,00 €

Afin de solder cette opération, il est nécessaire d'ajuster cette autorisation de programme pour 2010 en l'augmentant de 7 000 € T.T.C., portant l'opération dans sa totalité à 707 000 € T.T.C.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-143) TRAVAUX DE LA « MAISON DE L'ENFANCE » - ENCAISSEMENT DES CHEQUES DE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 10-97 en date du 27 Juillet 2010, le Conseil Municipal a validé le dossier de consultation des entreprises des travaux de la « Maison de l'Enfance » et a autorisé le Maire à lancer la consultation sous la forme d'une procédure adaptée.

L'avis d'appel public à la concurrence, paru le 8 septembre 2010, annonçait la somme de 20 € pour l'envoi du dossier de consultation.

62 dossiers ont été envoyés, représentant un montant de 1 240 € reçus par chèques.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à encaisser les 62 chèques pour un montant de 1 240 €.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-144) RECEVEUR MUNICIPAL - INDEMNITE DE CONSEIL

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par courrier reçu de la Trésorerie en date du 1^{er} octobre 2010, Monsieur Eric BAILLON, Trésorier de Tinténac, rappelle l'article 97 de la loi n° 82-213 modifiée relative aux droits et libertés des communes, Départements et Régions, du Décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les Collectivités Territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 publié au J.O. du 17 décembre 1983 fixant les conditions de l'attribution de l'indemnité de conseil aux receveurs des Communes et des établissements publics locaux.

Dans le même courrier, il sollicite la commune afin de délibérer sur l'octroi d'une indemnité de conseil et de budget pour toute la durée de ses fonctions à la trésorerie de Tinténac.

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal qu'il est d'usage, depuis de nombreuses années, de délibérer une fois par an au mois de décembre afin de définir l'indemnité allouée au trésorier.

La commission Finances, réunie le 18 octobre 2010, donne un avis favorable pour la poursuite de cette pratique.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de se rallier à l'avis de la commission finances.

La demande du trésorier concernant l'exercice en cours sera alors examinée lors d'une prochaine séance du Conseil municipal.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-145) CLINIQUE SAINT JOSEPH – BAIL A CONSTRUCTION

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 10-98 en date du 27 juillet 2010, le Conseil Municipal a :

- Décidé qu'un bail à construction formaliserait les conditions de transfert entre la Commune de Combourg et l'Association « Clinique Saint Joseph »
- Décidé de confier à l'Office Notarial LACOURT-PRIOL de COMBOURG la rédaction du bail à construction à intervenir, après établissement du document de bornage (frais à la charge de l'association)

Les conditions de ce bail ont été étudiées par la commission « finances » le 18 octobre 2010 qui a émis un avis favorable au projet de bail à construction dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- La durée du bail : 40 ans
- L'engagement de construction : Le PRENEUR s'oblige à édifier ou faire édifier à ses frais sur le terrain présentement loué, un établissement pour hébergement de personnes âgées dépendantes (EHAPD) ainsi qu'un établissement de soins de suite médicaux et de consultations. Il s'oblige à poursuivre l'édification desdites constructions jusqu'à leur complet achèvement.
- Les délais d'exécution des travaux : du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2013
- La détermination de la conformité des travaux : Le BAILLEUR a 3 mois à compter de la constatation de l'achèvement de l'immeuble par le PRENEUR (ce délai ne pourra excéder deux mois à compter de la notification de la délivrance du permis de conformité faite par le PRENEUR par lettre recommandée avec demande d'avis de réception)

- Les cessions et apports en société : le PRENEUR peut céder tout ou partie de ses droits ou les apporter en société. Les cessionnaires sont tenus des mêmes obligations que le cédant qui reste garant jusqu'à l'achèvement de la construction que le PRENEUR s'est engagé à édifier. Toute cession à une personne morale ayant un but lucratif devra percevoir au préalable, l'agrément du BAILLEUR. En cas de fusion, la société issue de la fusion ou la société bénéficiaire de l'apport sera substituée de plein droit à la société preneuse. Toute cession ou tout apport en société devra être notifié au BAILLEUR par voie d'huissier.
- Le loyer : 500 € par an, révisable annuellement uniquement à la hausse (indice de la construction de référence : 2^{ème} trim. 2010) + une somme annuelle de 2 500 € non indexée

Le projet de convention est présenté dans son intégralité au Conseil Municipal.

En accord avec les représentants de la Clinique Saint Joseph, rencontrés le 22 Octobre 2010, Madame GIROUX propose d'y ajouter une clause de passage de réseaux afin de desservir l'ensemble des terrains propriété de la Commune.

L'emprise du terrain, faisant l'objet du bail, d'une superficie d'environ 38 500 m², a été définie lors de cette même rencontre en se calant sur le projet tel qu'il est défini dans le permis de construire et en fonction des voiries immédiates ou à venir liées au projet.

Sur la base de ce plan présenté au Conseil Municipal, un document de bornage sera établi pour être annexé au bail à construction.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer le bail à construction avec l'Association « Clinique Saint Joseph ».

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE le projet de bail à construction avec l'Association « Clinique Saint Joseph » tel qu'il vient d'être présenté et AUTORISE le Maire à le signer ainsi que toute pièce s'y rapportant.

10-146) PARTICIPATION COMMUNALE POUR LA CREATION D'UN EMPLOI D'ANIMATEUR COMMERCIAL- MODIFICATION

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 10-127 du 28 septembre 2010, le Conseil Municipal a accepté la création d'un emploi d'animateur et autorisé le Maire à signer la convention fixant les modalités de prises en charge entre la CCI de St Malo et les communes de Combourg et de Tinténac.

Le rôle de la CCI n'ayant pas été suffisamment précisé dans la convention présentée au conseil municipal du mois de septembre 2010, la CCI propose une modification de l'article n° 3 (voir nouvelle convention).

De plus, la première convention indiquait une répartition entre la commune de Combourg et de Tinténiaac calculée sur la part résiduelle après l'attribution de la subvention perçue par la CCI, cette dernière souhaite que la participation de chaque partenaire apparaisse pour l'ensemble de l'opération, ce qui modifie l'article n° 4 – 4.2-financement –de la manière suivante :

- CCI pays de St Malo : 25 %
- Commune de Combourg : 45 %
- Commune de Tinténiaac : 30 %

La participation financière réelle des partenaires reste inchangée.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la nouvelle convention qui annulera et remplacera la précédente.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE cette nouvelle convention qui annule et remplace la précédente et AUTORISE le Maire à la signer.

10-147) DENOMINATION DE COMMUNE TOURISTIQUE – DEMANDE DE CLASSEMENT

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint chargé du Tourisme

Monsieur HIGNARD expose au Conseil Municipal que, connue essentiellement par son château, son lac et la mémoire de Chateaubriand, Combourg est un site de défense des marches de Bretagne composé de trois entités encore distinctes aujourd'hui, et qui structurent son urbanité : un bourg prieural, un bourg castral et un bourg paroissial.

Depuis de nombreuses années, la ville s'est engagée à entretenir, restaurer et mettre en valeur son patrimoine. Elle a d'ailleurs vu ses efforts récompensés en recevant le label de « Petites Cités de Caractère » confirmé en 2010. La Commune possède également des espaces verts naturels intéressants à travers un paysage bocager et boisé et d'autres aménagés pour l'accueil permettant son appartenance aux « Stations Vertes ».

La fréquentation importante du château, de ses abords et notamment du Lac Tranquille immortalisé par l'écrivain François René de Chateaubriand et de la ville historique, témoigne de la réelle attractivité touristique de la ville. Différentes manifestations et festivités viennent également conforter cette politique d'accueil tant au niveau associatif que commercial

A ce titre compte tenu :

- de la capacité d'hébergement de la Commune détaillée en annexe
- du classement de son Office de Tourisme en catégorie « 2 étoiles »

- des animations proposées par la Commune lors de la période touristique (voir liste en annexe)
- Vu les avis de la commission « Action économique et Tourisme » réunie le 29 septembre 2010 et de la commission « finances » réunie le 18 octobre 2010
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu le Code du tourisme, notamment son article L.133-11
- Vu le décret n° 2008-884 du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées de tourisme, notamment son article 1
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 2010 classant l'Office de Tourisme de Combours en catégorie « 2 étoiles »

Monsieur HIGNARD propose au Conseil Municipal de solliciter auprès de Monsieur le Préfet d'Ille et Vilaine le classement de la commune de Combours en qualité de Commune touristique.

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-148) INSTITUTION D'UNE TAXE DE SEJOUR

Rapporteur : M Bertrand HIGNARD, Adjoint chargé du Tourisme

Monsieur HIGNARD informe le Conseil Municipal qu'en vertu de l'article L 2333-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), certaines communes peuvent instituer des taxes de séjour. Il existe différentes sortes d'assujettissement aux taxes de séjour.

1) la taxe de séjour – personnes assujetties

L'article L 2333-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que « la taxe de séjour est établie sur les personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune et n'y possèdent pas une résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la taxe d'habitation ».

Le redevable de la taxe de séjour est donc la personne qui séjourne sur le territoire de la commune.

La taxe de séjour est applicable, quelle que soit la nature de la location **à titre onéreux**, durant la période de perception fixée par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

La taxe concerne les personnes séjournant dans les hôtels, les villas et meublés de tourisme, les terrains de camping ainsi que les personnes séjournant dans les maisons d'enfants pour cures thermales, les hôpitaux thermaux, les maisons de convalescence, les centres familiaux de vacances, les gîtes ruraux, les gîtes communaux, les auberges de jeunesse...

2) la taxe de séjour forfaitaire – personnes assujetties

Cette taxe est établie sur les logeurs, hôteliers et propriétaires qui hébergent des personnes non domiciliées dans la commune et qui n'y possèdent pas une résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la taxe d'habitation (article L 2333-41 du CGCT)

Cette définition inclut les professionnels de l'hébergement ainsi que les particuliers qui louent à titre onéreux tout ou partie de leur habitation personnelle.

Le redevable de la taxe de séjour forfaitaire n'est plus la personne qui séjourne sur le territoire de la commune, comme pour la taxe de séjour, mais la personne physique ou morale qui donne en location un bien.

La période d'assujettissement à la taxe de séjour forfaitaire est fonction de la **période de perception** votée par la commune) d'une part, et de la **période d'ouverture** de l'établissement d'autre part.

La commission « Tourisme et Action Economique », réunie les 29 septembre 2010 et 13 octobre 2010, a émis un avis favorable à la création de cette taxe.

Monsieur HIGNARD propose au Conseil Municipal de décider du principe de création d'une taxe de séjour à COMBOURG.

Il est précisé que les commissions « Tourisme-Action Economique » et « Finances » étudieront, en concertation avec les professionnels du tourisme, la formalisation exacte de cette taxe ainsi que les tarifs à mettre en place, cadrés par l'article 101 de la Loi de Finances pour 2002 et l'article 1^{er} du décret n° 2002-1549 du 24 décembre 2002 et qu'il appartiendra au Conseil Municipal de statuer sur une modulation des tarifs applicables aux différentes catégories d'hébergement, conformément à l'article R 2333-45 du CGCT. Ces décisions devront intervenir dans des délais qui permettront une application de la taxe de séjour pour la prochaine saison touristique 2011.

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix Pour et 5 abstentions, DECIDE du principe de création d'une taxe de séjour à Combours et ADOPTE les propositions présentées ci-dessus concernant la poursuite du dossier.

10-149) COLUMBARIUM - TARIFS 2011

Rapporteur : Mme Marie Renée GINGAT, Adjointe déléguée au cadre de vie et à l'environnement

Madame GINGAT informe que, par délibération n° 10-115 du 27 juillet 2010, le Conseil Municipal a été informé de la construction d'un columbarium dans le cimetière de Combours.

Les travaux devant être terminés pour la Toussaint 2010, il convient de mettre en place des tarifs à compter du 1^{er} novembre 2010, ces mêmes tarifs seront valables jusqu'à la fin de l'année 2011.

Afin d'établir les modalités d'attribution des concessions funéraires pouvant recevoir les urnes après la crémation (22 emplacements pouvant contenir chacun 4 urnes) et de l'espace dédié aux souvenirs, la commission « cadre de vie et environnement » s'est réunie le 8 octobre 2010.

Sur proposition de cette commission, le Conseil Municipal est invité à donner son accord sur les tarifs suivants :

- Dépôt des cendres dans l'espace dédié aux souvenirs : 50 € par urne
- Concession pouvant recevoir 4 urnes :
 - 15 ans 750 €
 - 30 ans 1 400 €

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE ces nouveaux tarifs qui prendront effet à la date du 1^{er} Novembre 2010 et qui seront applicables jusqu'en fin d'année 2011.

10-150) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 10.038T en date du 4 octobre 2010 (**DIA n° 35**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AD n° 589 et 591 d'une superficie de 522 m² sises « 36, rue de Linon » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.039T en date du 4 octobre 2010 (**DIA n° 36**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AD n° 673 d'une superficie de 480 m² sise « 4, avenue Gautier » et supportant 1 appartement
- Arrêté n° 10.040T en date du 4 octobre 2010 (**DIA n° 37**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 99 d'une superficie de 516 m² sise « 32, avenue du Général de Gaulle » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.041T en date du 4 octobre 2010 (**DIA n° 38**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 227 d'une superficie de 443 m² sise « 2, rue Flandres Dunkerque » et supportant une maison individuelle

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 H 45.